

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 4 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ANTARGAZ

Chemin du Gros Bout
58470 Gimouille

Références : 240005
Code AIOT : 0005401332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement ANTARGAZ, implanté Chemin du Gros Bout - 58470 Gimouille. L'inspection a été annoncée le 06/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale 2023 SGS et retour d'accidentologie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- Chemin du Gros Bout - 58470 Gimouille
- Code AIOT : 0005401332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Antargaz stocke du GPL dans une sphère.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Système de Gestion de la Sécurité
- Accidentologie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Susceptible de suites	Lettre de suites préfectorale
2	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Lettre de suites préfectorale
3	Recensement des évènements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
4	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
5	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
6	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a fait ressortir que les installations sont propres et correctement exploitées. L'exploitant possède une bonne maîtrise des risques inhérents à ses installations. Le suivi des ESP est à améliorer ainsi que la traçabilité des contrôles quotidiens lors d'interventions d'entreprises extérieures sur plusieurs jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Autre, PPAM – Formation / documentation – Renouvellement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : aucune, l'exploitant ayant répondu favorablement aux constats effectués lors de la visite d'inspection.
Prescription contrôlée : <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
Constats : <p>Depuis l'année dernière, une mise à jour annuelle des plans de prévention est réalisée. Un fichier liste les entreprises susceptibles d'intervenir sur site. Chaque salarié des entreprises intervenantes reçoit une formation accueil sécurité et prend connaissance du plan de prévention avec le responsable de site, cf. procédure PMS-012 consultée lors de la visite.</p> <p>Un tableur excel permet le suivi en temps réel des plans de prévention en cours.</p> <p>Le plan de prévention 03-22/23 du 19/01/2023 de l'entreprise SECURITAS a été consulté lors de la visite. Chaque personnel de l'entreprise a suivi l'accueil sécurité. À chaque intervention, il est vérifié que le salarié intervenant a bien connaissance du plan de prévention.</p> <p>La procédure PMS-012 prévoit l'inspection au moins une fois par jour de la bonne application des mesures de prévention établies dans le cadre du plan de prévention. Si manquement, action immédiate ou arrêt du chantier.</p>
Observations : <p>Pour les interventions s'établissant sur plus d'une journée, il a été mis en évidence une absence de traçabilité du contrôle quotidien du respect du plan de prévention.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suites préfectorale

N° 2 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel de Gestion de la Sécurité dont la première version date de 2019. L'ensemble des procédures est classé et répertorié par item selon la procédure LIS 36. Le SGS est commun à l'ensemble des sites exploités par la société ANTARGAZ, et rendu disponible en ligne ce qui permet une mise à jour permanente de l'outil.</p> <p>Des tableaux de suivi des MMS et procédures sont des documents groupe, dont certains sont conçus pour être applicables spécifiquement sur chaque site. Possibilité de créer des GIM-MOD propre au site, par exemple la liste des ESP à partir d'un modèle groupe.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que la liste des ESP ne semblait pas être à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Lettre de suites préfectorale</p>

N° 3 : Recensement des évènements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des évènements est réalisé à l'aide d'un outil ORSSEQ en ligne ; cet outil permet l'information et le suivi des aspects sécurité de chaque site.</p> <p>Depuis le 01/10/2022, 4 incidents ont eu lieu sur le site de Gimouille : 1 presque accident et 3 anomalies. Une procédure PMC 15 spécifique à la gestion des incidents/accidents est en vigueur. Le délai d'information dépend de la gravité de l'incident/accident (dans les 2 h pour l'information de l'administration via train d'appel ; dans les 24 h si maîtrisé et selon gravité. C'est l'opérateur terrain qui informe le chef de dépôt et la décision est prise en commun.</p> <p>Tous les évènements sont remontés au niveau groupe à l'aide d'une grille d'aide sur la gravité (grille interne groupe). Une forte demande de remontée d'incidents/presque accidents/accidents est demandée par le groupe pour analyse des causes par le service HSE. Des flashes accident sont ensuite mis en ligne pour retour d'expérience et mise en place d'actions le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p>

<p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'enregistrement des anomalies et des défaillances se fait par remontée sur GMAO même si l'évènement n'entraîne pas de marche dégradée du site. Chaque détecteur de gaz (MMRI) possède une fiche de vie ; des revues mensuelle et annuelle sont mises en place.</p> <p>Pour exemple, le détecteur de gaz DG9 a subi une dérive en 2021 et 2023 ; ce type de MMRI doit être changé tous les 4 ans. À chaque dérive, l'exploitant fait appel au prestataire. Une analyse est réalisée au niveau groupe si le nombre de dérive est important ; sinon l'exploitant fait confiance au prestataire.</p> <p>La marche dégradée de détecteurs de gaz et les mesures compensatoires associées sont prédéfinies dans la procédure PMS 016 et l'instruction INS 019.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Audits et revues de direction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La PPAM 2022-2026 est en cours et validée par le groupe, la direction industrie et le service HSE. Une revue de direction sécurité est réalisée annuellement avec un plan d'action proposé. La dernière s'est déroulée le 25 janvier 2023 et a porté sur la période 2021-2022. Le plan d'action est revu les années suivantes avec les engagements du groupe, non-déclinés par site.</p> <p>Des audits sécurité sont réalisés en interne tous les mois sur le site.</p> <p>Des audits sécurité groupe sont réalisés tous les 4 ans.</p> <p>Les conclusions de ces différents audits et revue sont présentées via une note synthétique en CSS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : L'information de l'inspection des installations classées est décidée instantanément par le service HSE selon la gravité de l'évènement (déclenchement POI, etc.). Pour les autres situations, l'inspection des installations classées est informée dans les 2 jours ouvrés par le service HSE. La procédure MOD 2986 décrit le train d'appel pour l'information d'un accident. Tout incident/accident fait l'objet d'une analyse des causes via un flash accident puis, le cas échéant, une analyse plus détaillée est produite par le service HSE et communiquée à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite